

DAG-CT
Secteur Achats – Marchés – Gestion des biens
Pôle juridique Marchés
Dossier suivi par : Maïssa BADRI
Date : 12/01/2026

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES ET SERVICES

Fourniture et pose de stores intérieurs
pour la CAF des B.D.R.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MAPA n°

202604

SOMMAIRE

1.	DEFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	5
4.	EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	MODALITES D'EXECUTION	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
8.	LITIGE ET SANCTIONS	19

ELEMENTS CLES DE L'ACCORD-CADRE

Acheteur	CAF DES BOUCHES-DU-RHONE
Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande avec maximum mono-attributaire de services.
Structure	Non alloti
Lieu d'exécution	215, chemin de Gibbes, 13014 Marseille
Effet	L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR.
Durée	Le présent accord-cadre est conclu pour une durée allant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2026.

1. DEFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat est un marché passé en application Procédure adaptée ouverte - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG FCS issu de l'arrêté du 30 mars 2021 .
Acheteur	: La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône désignée « CAF des BDR » dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Elle est représentée par Monsieur Yves FASANARO, Directeur Général. Elle est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
Titulaire	: Le titulaire désigné à l'issue de la procédure d'attribution du marché est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Description des prestations

2.1.1 Objet de la prestation

La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, ci-après dénommée CAF des BDR recherche un prestataire qui fournira et posera des stores intérieurs dans l'enceinte des locaux de l'organisme.

Le prestataire est tenu à une obligation de résultat.

2.1.2 Lieu d'exécution

Les prestations s'exécutent sur le site ci-après :

NOM ET ADRESSE
CAF des BDR SIEGE SOCIAL 215 CHEMIN DE GIBBES 13014 MARSEILLE

Les plans du site figurent en annexe 1 du CCTP.

2.1.3 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Documents particuliers

- L'acte d'engagement dûment complété et signé,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) incluant un devis quantitatif estimatif (DQE),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières,
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes :
 - Annexe 1 : Les plans d'ensemble de localisation des stores,
 - Annexe 2 : Le calendrier d'exécution des prestations,
- Le bordereau de réponse,
- Le mémoire technique facultatif venant préciser les éléments du bordereau de réponse.

Les originaux de ces pièces, seuls documents faisant foi sont conservés par la CAF des BDR.

La signature de l'acte d'engagement par les parties emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus.

Documents généraux

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, le décret n°2018- 1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, ainsi que le code de la santé publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le CCAG FCS n'est pas communiqué mais réputé connu des candidats.

Ces documents même matériellement dissociés, constituent un ensemble et forment le cahier des charges contractuel.

Le titulaire est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le cahier des charges contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales, tarifs, documentation) contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite

2.2 Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **CAF DES BOUCHES-DU-RHONE**, représenté par YVES FASANARO, DIRECTEUR GENERAL.

Adresse et coordonnées :

*CAF DES BOUCHES-DU-RHONE
215 CHEMIN DE GIBBES
TSA 21333
13348 MARSEILLE CEDEX 20*

2.3 Correspondants

Les cocontractants conviennent de désigner des correspondants privilégiés pour suivre l'exécution du marché.

2.3.1 Correspondants administratifs

Mme Nathalie BOSCA, Responsable du Secteur Achats – Marchés – Gestion des Biens

Tél : 04.91.05.54.92 - Courriel : nathalie.bosca@caf13.caf.fr

Mme Maïssa BADRI, Acheteur juriste

Tél : 04.88.57.32.17 - Courriel : maissa.badri@caf13.caf.fr

2.3.2 Correspondants techniques

M. Patrick LAFROGNE, Responsable du secteur Immobilier et Logistique

Tél : 06.23.34.30.14 - Courriel : patrick.lafrogne@caf13.caf.fr

M. Raymond PASTOR – Responsable du service Gestion Immobilier

Tél : 06 16 08 52 70

Courriel : raymond.pastor@caf13.caf.fr

M. Eric Contour - Technicien expert pôle maintenance

Tél : 06.89.80.22.75 - Courriel : eric.contour@caf13.caf.fr

2.3.3 Correspondants de la société

Les correspondants privilégiés seront ceux indiqués par le prestataire dans le bordereau de réponse.

En cours de marché, dans l'hypothèse où le correspondant du titulaire est indisponible pour quelque raison que ce soit, il est tenu d'en désigner un nouveau dans les plus brefs délais et d'en informer immédiatement la CAF des Bouches du Rhône.

3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Procédure de passation

Le présent marché est passé dans le cadre d'une procédure adaptée ouverte (articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique).

3.2 Allotissement et étendue du marché

Le présent accord-cadre n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

La globalisation et l'optimisation opérationnelle de la prestation en un seul lot ont pour objectif des gains financiers et la diminution de coûts de gestion importants.

Il est mono-attributaire à bons de commande en application des articles L2125-1 I°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, sans minimum mais avec un maximum exprimé en valeur pour la durée de l'accord-cadre.

ETENDUE DE L'ACCORD CADRE

Lot unique à bons de commande avec maximum

Montant maximum 60 000 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre

3.3 Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

4. EFFET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

4.1 Effet du marché

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification, formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR.

4.2 Durée du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée allant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2026.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Prix de l'accord-cadre

5.1.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est composé de prix unitaires. Ils donnent lieu à l'émission de bons de commande.

Les prix unitaires sont fixés dans le bordereau de prix unitaire, éventuellement négocié.

Les prix sont indiqués en H.T et en T.T.C.

Les quantités indiquées dans le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) sont approximatives et n'engagent pas la CAF des BDR.

5.1.2 Contenu des prix :

De manière générale, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation.

Sont également compris de façon non exhaustive :

- toutes les prestations définies au présent contrat sans restriction,
- les frais de déplacement, de logistique, de tests,
- la dépose éventuelle du matériel remplacé,
- la fourniture de tout matériel indispensable à la bonne réalisation des prestations,
- les frais d'assurance,
- les frais d'entretien,
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc... nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et les règles de sécurité sur les lieux de travail (SPS),
- toutes autres dépenses inhérentes à la bonne exécution des prestations.

Le titulaire veillera à rationaliser les dépenses engagées.

5.1.3 Variation des prix

Les prix sont fermes. Toutefois, compte-tenu de la nature des prestations, les prix pourront faire l'objet d'une actualisation s'il s'écoule plus de **3 mois** entre la date de remise des offres et la date de début d'exécution des prestations.

Conformément à l'article R. 2112-11 du Code de la Commande publique, l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

L'indice (A0) de départ est celui du mois de la remise des offres par le titulaire.

Les prix pourront être actualisés par application des formules ci-dessous :

- Pour la fourniture des stores :

$$P = P_0 \times \frac{(A_{m-3})}{A_0}$$

Dans laquelle :

P : est le prix actualisé.

P0 : est le prix au jour de la remise des offres du titulaire.

A0 : est la valeur de l'indice de référence 010764098 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 13 – Produits de l'industrie textile - Prix de marché - Base 2021 - Données mensuelles brutes connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire

Am-3 : est la valeur de ce même indice de référence au mois-3 de la date de début des prestations

- Pour le coût de la main d'œuvre :

$$P = P0 \times \frac{(ICHT-IMEm-3)}{ICHT-IMEo}$$

ICHT-IMEo : est la valeur de l'indice 001565183 - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'oeuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire

ICHT-IMEm-3 : est la valeur de ce même indice de référence au mois-3 de la date de début des prestations

Pour l'application de l'actualisation des prix, le titulaire doit adresser au Groupe Ordonnancement un mail caf13-bp-ordonnancement@caf13.caf.fr, détaillant le calcul en fournissant les justificatifs de variation de l'indice retenu

En cas d'omission, la CAF des BDR se réserve la possibilité de réclamer l'application de l'actualisation.

Dans le cas où l'indice mentionné vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

5.1.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant

5.2 Conditions de paiement

5.2.1 Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, l'option A s'applique.

Versement de l'avance :

L'accord cadre étant à bons de commande sans minimum, l'avance peut être versée à la demande du titulaire (dans l'acte d'engagement) pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Remboursement de l'avance :

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

5.2.2 Présentation des demandes de paiement :

Seules les prestations effectivement exécutées, donnent droit à un paiement.

Le titulaire doit respecter la règle de l'annualité budgétaire.

Aucune facture à cheval sur 2 années civiles ne sera admise. Il revient au prestataire de prendre ses dispositions.

La facture adressée à la C.A.F. des BDR est établie selon la forme suivante :

- Nom et adresse du créancier,
- Numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références de la procédure,
- Le montant hors T.V.A. des travaux,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- La date et la signature avec la mention « Décompte certifié sincère et véritable » (dans le cas où la facture n'est pas un original).

Les factures doivent être libellées en français.

La facturation peut faire l'objet d'une mise au point lors de la notification du contrat.

Le titulaire doit impérativement joindre aux factures, la copie du ou des bons d'intervention.

La CAF se réserve le droit de demander au prestataire la copie de la facture d'achat des stores intérieurs.

Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur Chorus Pro ne doit pas être doublé de l'envoi de facture papier. La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation de la CAF des Bouches-du-Rhône « Chorus Pro ».

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

5.2.3 Périodicité des paiements :

Le paiement est effectué par virement bancaire ou postal sous 30 jours (joindre un R.I.B. lors d'une première facture).

Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par la CAF des BDR. Le délai des 30 jours ne tient pas compte des délais bancaires.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le 1er jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

A ces augmentations s'ajoutent un montant forfaitaire de 40 € au titre des pénalités de retard.

6. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Modalités de passation des bons de commandes

L'exécution de l'accord-cadre est réalisée par bons de commande conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique sur la base des prix et du process figurants au bordereau de réponse et dans le bordereau de prix unitaires.

Lors de la notification de l'accord-cadre, un bon de commande de 238 stores intérieurs sera émis. Ce bon de commande précisera les caractéristiques techniques et la méthode de pose des stores intérieurs.

Les bons de commande émis par la C.A.F des BDR sont notifiés par mail.

Chaque bon de commande indique :

- le nom du titulaire,
- la référence du marché,
- la date et le numéro de bon de commande,
- la nature de la prestation à réaliser avec la référence de l'article du BPU,
- le prix H.T et T.T.C conformément aux dispositions financières mentionnées dans le BPU,
- le montant total H.T et T.T.C de la commande,
- la signature du Directeur ou d'un délégataire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, lorsqu'une commande appelle des observations de la part du titulaire, il doit les notifier sous 2 ouvrés suivant sa réception.

Le délai d'exécution des bons de commande commence à courir à compter de la date de leur notification.

Le titulaire ne peut procéder à une quelconque exécution sans bon de commande ou devis dûment signé par Paul GISSINGER, Sous-Directeur, Direction de l'administration générale et des conditions de travail ou un délégataire habilité.

Toute intervention réalisée sur bon de commande ou devis signés par une personne autre ou sans devis ou bon de commande, est réputée ne pas avoir été demandée par la CAF. Le titulaire ne pourra s'en prévaloir pour obtenir le paiement de la prestation.

La CAF peut commander des prestations jusqu'à la date d'échéance du marché dans la limite du montant maximum prévu.

6.2 Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations par phase est fixé par le calendrier d'exécution figurant en annexe 2 du CCTP. **Si le titulaire a proposé un délai plus court dans le bordereau de réponse, c'est ce délai qui aura valeur contractuelle.**

Le titulaire doit indiquer également au sein de son offre le délai d'approvisionnement des stores intérieurs. **Le délai d'approvisionnement proposé sera contractuel à la notification du marché.**

Le non-respect, par le titulaire, du délai d'exécution contractuel peut entraîner l'application des pénalités énoncées à l'article 8.1 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu d'exécuter, les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée de l'accord-cadre dès lors que ceux-ci ont été notifiés avant l'expiration de ce dernier, et pour la durée totale de leur exécution.

Par dérogation à l'article 13.3 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire en avertit l'organisme dans les plus brefs délais et au plus tard dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande.

Dans ce délai, le titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Prolongation des délais :

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G. - FCS.

6.3 Constatation de l'exécution des prestations

Un bon d'intervention doit être délivré pour toute prestation.

Des opérations de vérifications simples sont réalisées au moment des interventions, conformément à l'article 28.1 du CCAG FCS. Elles ont lieu dans les locaux de l'acheteur et sont effectuées par le personnel désigné.

Elles ont pour objet d'effectuer les contrôles rapides (examen sommaire) lié au respect de la commande.

Des opérations de vérifications approfondies (portant notamment sur la recherche de vices de fabrication, défauts de matières, contenu des conditionnements) sont effectuées dans les 20 jours francs suivant la date d'intervention du titulaire.

Elles consistent à un contrôle sur place de :

- la qualité de la réalisation,
- la solidité du résultat,
- la propreté du travail et l'absence de dégradations,

Le silence gardé par la CAF des BDR vaut admission sans réserve des prestations.

Pendant cette période, toute anomalie pourra entraîner l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations concernées.

Le titulaire s'engage à récupérer et à remplacer les matériels identifiés comme non conformes aux spécifications du marché sans coût supplémentaire. Ainsi, la reprise des matériels se fera à la charge exclusive du titulaire qui en assurera le retour à ses frais et devra procéder à une nouvelle livraison sans frais supplémentaire.

Le remplacement des matériels rejetés sera fait dans les délais indiqués par le représentant de l'acheteur. Un délai maximal de 5 jours ouvrés pourra être imposé.

Les prestations rejetées ne seront pas payées. Si le règlement a déjà été effectué, la valeur des prestations défectueuses sera remboursée par le titulaire au prix de règlement du marché.

A l'issue des vérifications approfondies, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison. Passé ce délai, les marchandises admises deviennent propriété de l'administration.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, le titulaire est informé de chaque non-conformité ou dysfonctionnement répété ou repéré au cours de l'exécution du marché par téléphone, mail ou courrier selon les cas.

Le titulaire a l'obligation d'apporter des réponses écrites aux non-conformités et dysfonctionnements signalés, dans les 4 jours ouvrés à compter du signalement.

6.4 Garanties des prestations

L'article 33 du CCAG FCS est applicable.

6.5 Actes modificatifs

Toute modification au présent cahier des clauses particulières entraînera un acte modificatif pour accord des deux parties signataires, dans les conditions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Aucun acte modificatif n'est établi concernant toute modification relative à la réglementation du travail. L'application est immédiate.

6.6 Prestations similaires

Dans le cadre de prestations similaires à la réalisation de ce marché, la CAF se réserve la possibilité de faire appel au titulaire du présent contrat par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence conformément aux conditions décrites à l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.
Un nouveau contrat est alors négocié et conclu entre les parties.

6.7 Clause de non-exclusivité

Dans l'hypothèse où le titulaire du présent accord-cadre ne peut fournir les services demandés par la CAF des Bouches-du-Rhône pour des raisons techniques, alors la CAF se réserve la possibilité de faire appel à une autre entreprise afin de satisfaire son besoin.

Toutefois, le montant total H.T. des commandes passées avec une entreprise tiers ne peut dépasser les 20% du montant maximum fixé par le présent accord cadre.

6.8 Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire doit :

- Respecter la législation sociale en vigueur pour le personnel qu'il emploie,
- Fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire est responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire a une obligation de résultats sur les prestations qui lui sont commandées.

7.2 Développement durable

La CAF des BDR a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 et L2112-3 du Code de la commande publique en imposant au titulaire le respect d'une clause environnementale obligatoire.

Le Titulaire veille à ce que la réalisation de la prestation s'effectue avec un impact minimum sur l'environnement.

A cette fin, il s'assure et utilise les moyens de transport les plus adaptés et rationalise ses déplacements. Il utilise les méthodes et produits les plus respectueux de l'environnement dans tous les aspects de la prestation.

7.3 Clause d'insertion sociale – insertion par l'activité économique

7.3.1 Modalités de mise en œuvre d'une action d'insertion.

Le titulaire doit réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le nombre d'heures travaillées dans le cadre du présent accord-cadre qui doivent être consacrées à cette action est fixé à 21h.

L'entreprise titulaire dispose d'une totale liberté de choix, tout au long de l'exécution du contrat, entre trois possibilités pour atteindre l'objectif fixé dans son offre :

1ère possibilité : recours à la sous-traitance d'une partie du contrat à une entreprise d'insertion (EI),

2ème possibilité : Mutualisation des heures d'insertion : L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du contrat.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une association intermédiaire (AI) ou d'une entreprise de travail temporaire (ETT) conformément à aux dispositions prévues dans l'accord du 7 septembre 2005 relatives aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L 1251-7 du code du travail,

3ème possibilité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du contrat.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, parmi les candidatures présentées ou validées préalablement par Emergence(S).

Le public bénéficiaire des clauses sociales est défini par l'article L. 5132-1 du code du travail relatif aux structures d'insertion par l'activité économique. Concrètement, peuvent notamment être concernées les personnes relevant des catégories administratives suivantes :

- les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- les allocataires du R.S.A demandeur d'emploi ou ayants droits,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité,
- les jeunes de faible niveau de qualification ou sans expérience professionnelle,
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique),
- les Demandeurs d'Emploi de plus de 50 ans.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du Service Public de l'Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

Le référent est M. JOHAN TILMANT, chargée de mission à l'Association Emergence(S) / Association d'animation du PLIE dont les coordonnées sont les suivantes :

- téléphone : 04 96 11 55 25 – 06 30 41 48 60,
- mail : jtilmant@emergences-asso.fr

A la demande de ce référent, le Titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion.

En cas d'absence ou de refus de transmission de ces éléments, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer les pénalités contractuelles définies ci-après.

Par ailleurs, en cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le pouvoir Adjudicateur pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs de l'entrepreneur, dans les conditions fixées au CCAG.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer la CAF des B.D.R. par courrier recommandé avec accusé de réception, des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement. Dans ce cas, le référé susmentionné étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du contrat, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieures de personnes en insertion formées dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

7.3.2 Gestion des données personnelles dans le cadre du Règlement général sur la protection des données

Conformément à l'article 8.7 du présent CCP, les parties s'engage à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Ainsi, le titulaire est garant de la confidentialité et la protection des données personnelles qui lui sauront transmises dans le cadre des actions d'insertion.

Le titulaire est par ailleurs informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera également confiée à l'Association Emergence(S). Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

L'Association Emergence(S) est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée maximale de cinq (5) ans après la clôture du marché ou de l'action, sauf obligation légale ou contentieuse imposant une durée plus longue (ex. financements européens : dix (10) ans).

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : jtilmant@emergences-asso.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données sis 5 rue de la République, CS 12383, 13215 Marseille Cedex 2.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

7.4 Sécurité et conditions de travail

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour qu'aucun dommage ne survienne tant pour son personnel que pour les tiers et les agents des organismes membres du groupement, lors des opérations. Le prestataire et son personnel doivent :

- respecter la législation du travail en vigueur pour le personnel qu'il emploie ainsi que le règlement intérieur de la CAF des BDR,
- respecter le protocole ou le plan de prévention s'il y a lieu,
- fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent contrat,
- doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à la prestation et le cas échéant des équipements de protection individuels tels que chaussures de sécurité, gants, etc ...,
- faire preuve de la plus grande correction, et chaque salarié, pour des raisons de sécurité, doit impérativement se déplacer à l'intérieur des locaux de l'organisme avec un logo de son entreprise parfaitement visible et apposé sur son vêtement de travail.

Tout agent devra être en mesure de présenter sa carte professionnelle à toute réquisition.

Le prestataire sera responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel tant à l'égard des tiers que des agents de l'organisme, des dommages de quelque nature que ce soit à l'occasion de l'exécution des prestations.

7.5 Assurances

Le titulaire doit être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile tant à l'égard de la C.A.F que des tiers en cas d'accidents ou dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution. La garantie doit être suffisante et particulièrement pour les dommages corporels. Elle doit couvrir l'ensemble du dommage.

L'entreprise doit fournir une police d'assurance.

L'attestation doit émaner du siège social de la compagnie d'assurance ou d'un des agents généraux et indiquer précisément :

- La nature de la prestation couverte,
- Les montants garantis, qui doivent toujours être suffisants pour couvrir les dommages immatériels et matériels,
- La période de validité.

Le titulaire du marché adressera chaque année, à la Caisse d'Allocations Familiales, une attestation détaillée précisant qu'elle est à jour de ses cotisations pour l'année en cours et les garanties accordées.

7.6 Clause de confidentialité

Le titulaire est strictement lié par le secret professionnel.

Il est tenu de maintenir confidentiels tous documents et renseignements reçus pour la réalisation des prestations. Cette obligation se poursuit après l'achèvement du marché.

Cette obligation s'applique au contenu des études entreprises et, de manière générale, à l'ensemble des prestations du marché.

Le titulaire considérera comme strictement confidentielle et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond à ses salariés comme de lui-même.

Le titulaire, toutefois, ne saurait être tenu responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou, s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Les supports informatiques et documents fournis par la CAF des Bouches-du-Rhône à la société restent la propriété de la CAF des Bouches-du-Rhône.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 29 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception

de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent contrat, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, la société ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la CAF des Bouches-du-Rhône.

La CAF des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La CAF des Bouches-du-Rhône pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

7.7 Protection des données personnelles

Le titulaire et la CAF des Bouches-du-Rhône qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La société sera GARANTE du respect de la confidentialité sous peine de résiliation du contrat sans indemnités.

7.8 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi,

conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

3) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

7.9 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à la CAF des Bouches-du-Rhône une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.10 Modifications en cours de contrat

L'entreprise est tenue de notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, à la personne responsable du contrat, les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise,
- au capital social de l'entreprise,
- à la cession de tout ou partie de l'activité.

et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

7.11 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les dispositions de l'article 6 du C.C.A.G. FCS sont applicables.

Le titulaire, après une simple réquisition de la CAF par lettre ou courriel devra justifier que son personnel est bien employé conformément au droit du travail et respecte les conventions internationales ratifiées par la France.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En conséquence, l'entrepreneur prendra, sous sa responsabilité, les mesures d'ordre de sécurité nécessaires pour éviter les accidents tant à l'égard des tiers que du personnel utilisé, en vue d'assurer les prestations fixées au contrat.

Il devra veiller au strict respect des lois et règlements en la matière, notamment en ce qui concerne l'utilisation des dispositifs destinés à éviter les chutes, risques électriques...

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, la personne responsable prendra, après mise en demeure restée en effet, les mesures nécessaires aux frais du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures seront prises sans mise en demeure préalable.

En cas d'inobservations répétées, l'organisme se réserve le droit de prononcer, après mise en demeure par lettre recommandée, la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

Les modifications de la réglementation sur la législation de la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat s'appliquent de plein droit sans qu'il soit besoin de rédiger un acte modificatif.

7.12 Cession partielle ou totale d'activité par le titulaire du fonds

Dans le cadre d'une cession partielle ou totale d'activité quelle qu'en soit la forme, **le changement de titulaire implique la fourniture par ce dernier des documents fournis par le cédant au stade de la candidature.**

A défaut, le contrat est résilié.

Le cessionnaire présenté par le cédant devra être agréé et la cession est matérialisée par la signature d'un acte modificatif au contrat initial.

Sans la fourniture de tous les documents, l'avenant de cession ne peut être signé et ainsi le contrat est résilié de plein droit.

L'acceptation de la cession entraîne à l'égard du cessionnaire, l'obligation de reprendre l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat.

7.13 Réparation des dommages

Conformément à l'article 8.1 du CCAG FCS les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7.14 Travail dissimulé

7.14.1 Respect des dispositions relatives aux articles L8211-1 et suivants du Code du Travail

- « Sont constitutives de travail illégal, dans les conditions prévues par le présent livre, les infractions suivantes :

- 1° travail dissimulé,
- 2° marchandage ;
- 3° prêt illicite de main-d'œuvre ;
- 4° emploi d'étranger sans titre de travail ;
- 5° cumuls irréguliers d'emplois ;
- 6° fraude ou fausse déclaration prévue aux articles L. 5124-1, L. 5135-1 et L. 5429-1. »

- « Sont interdits :

- 1° Le travail totalement ou partiellement dissimulé, défini et exercé dans les conditions prévues aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° La publicité, par quelque moyen que ce soit, tendant à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail dissimulé ;
- 3° Le fait de recourir sciemment, directement ou par personne interposée, aux services de celui qui exerce un travail dissimulé. »

- « Toute personne vérifie lors de la conclusion d'un contrat dont l'objet porte sur une obligation d'un montant minimum en vue de l'exécution d'un travail, de la fourniture d'une prestation de services ou de l'accomplissement d'un acte de commerce, et périodiquement jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, que son cocontractant s'acquitte :

- 1° des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° de l'une seulement des formalités mentionnées au 1°, dans le cas d'un contrat conclu par un particulier pour son usage personnel, celui de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité, concubin, de ses ascendants ou descendants.

Les modalités selon lesquelles sont opérées les vérifications imposées par le présent article sont précisées par décret. »

- « Les vérifications à la charge de la personne qui conclut un contrat, prévues à l'article L. 8222-1, sont obligatoires pour toute opération d'un montant au moins égal à 3 000 euros. »

7.14.2 Liste nominative des intervenants

A la notification du contrat, la Société confirmera à la CAF, la liste des personnels susceptibles d'intervenir, avec mention de leur qualification professionnelle.

Toute modification, en cours du contrat, devra être communiquée préalablement à la CAF pour acceptation. En cas de non-respect de ces obligations, la CAF se réserve le droit de mettre fin au contrat, sans préavis.

Cette liste nominative devra être tenue à jour par le titulaire de manière systématique, et fera mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un employé cesse ou commence son travail.

En outre, toute modification envisagée de cette liste devra être portée à la connaissance de l'organisme en vue de l'obtention des autorisations susvisées.

Toute infraction à ces dispositions pourra entraîner la résiliation du contrat aux torts du titulaire sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourront être engagées à l'encontre des contrevenants.

Dans le cas où l'un des intervenants mis à disposition par le titulaire ne conviendrait pas à la C.A.F., cette dernière se réserve le droit d'en demander son remplacement par simple mail ou fax sans contestation possible de la part de la société.

7.15 Obligation de fournir tous les 6 mois les attestations visées à l'article L 8222-1 du Code du Travail (lutte contre le travail dissimulé)

Le prestataire s'engage expressément et spontanément à produire à la Caisse d'Allocations Familiales tous les six mois jusqu'à la fin du contrat les attestations requises aux articles L 8222-1 et D.8222-5 du Code du Travail.

Pour remplir cette obligation, le titulaire peut fournir les pièces ci-dessous énumérées :

L'attestation de fourniture de déclaration sociale (attestation URSSAF) émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au candidat datant de moins de six mois,

si l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents suivants :

- soit un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés,
- soit une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle ou doivent être mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un ordre professionnel ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- soit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Dans l'éventualité où l'URSSAF ne délivrerait qu'une seule attestation / an, le titulaire doit demander une « attestation de comptes à jour ».

Pour les candidats de l'Union Européenne les documents équivalents.

Faute par le prestataire de fournir les attestations précitées dans un délai d'un mois et après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception restée sans effet, le présent marché peut être résilié de plein droit sans indemnités.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1 Pénalités

8.1.1 Pénalités pour défauts dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard dans la réalisation des prestations pour lesquelles un délai d'exécution, une période ou une date limite a été fixée, il lui est appliqué les pénalités journalières ci-après :

PÉNALITÉS APPLICABLES	UNITÉ	MONTANT H.T.
DÉFAUT DE SERVICE		
Non-respect du planning de pose des stores	Par journée de dépassement	100,00 €
Non-respect du délai d'approvisionnement de stores indiqué dans l'offre	Par semaine de dépassement	200,00 €
Non-respect de l'obligation de nettoyage de chantier	Par journée de non-respect	100,00 €

PENALITES DIVERSES		
Le cas échéant, non-respect des heures d'insertions indiquées dans l'offre	Par heure non réalisée	20,00 €
DÉFAUT DE MATÉRIELS ET DE TENUES		
Absence d'une tenue de travail adaptée	Par agent	80,00 €

Le montant de la pénalité est déduit de la facture des prestations concernées.
Les pénalités sont cumulables sans préjudice de l'application d'une éventuelle réfaction.

8.1.2 Pénalités en cas de non-exécution

Les prestations non exécutées ne seront pas réglées.

Dans le cas où le titulaire ne pourrait pas assurer une demande celui-ci encourt une pénalité de 100 €.

8.1.3 Pénalités pour non-respect des obligations sociales

Le titulaire du contrat encourt une pénalité maximale égale à 10 % du montant maximum du contrat s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221 – 3 à L 8221 – 5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

La pénalité ne peut toutefois pas excéder celle des amendes encourues en application des articles L 8224 – 1, L 8224 – 2 et L 8224 – 5 du code du travail.

En cas de non-régularisation de situation, la CAF des BDR peut appliquer les pénalités susnommées ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du contrat.

8.2 Sanctions

8.2.1 Substitution du titulaire en cas de défaillance

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, et sans qu'il soit besoin de mettre en œuvre le processus de résiliation, en cas d'inexécution de l'une des prestations essentielles prévues au contrat qui ne peut être exécutée du fait du titulaire, et après une mise en demeure restée sans effet pendant 12 heures, la CAF peut recourir de plein droit à un tiers qui se substituera au titulaire.

Une simple consultation est menée pour choisir le tiers.

Les coûts exposés par le tiers substitué sont facturés au titulaire.

La même disposition est applicable pour le cas où le contrat est résilié aux torts du titulaire.

La décision qui prononce la résiliation le mentionne.

8.2.2 Résiliation pour faute du titulaire avec mise en demeure

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

8.2.3 Résiliation pour faute du titulaire sans mise en demeure

La CAF des B.D.R. peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché,
- la déclaration produite en application de l'article R2143-3 du code la commande publique a été reconnue inexacte.

8.2.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

En application de l'article 42.1 et suivants du CCAG FCS, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

8.2.5 Clause de sauvegarde

La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de résilier le présent contrat sans indemnité et sans mise en demeure en cas d'augmentation supérieure ou égale à 4 % des prix unitaires fixés initialement au contrat.

8.3 Litiges

8.3.1 Règlement amiable

Les litiges s'élevant entre les parties font en premier lieu l'objet d'une tentative de règlement amiable dans les conditions de l'article 46.1 et suivants du CCAG – FCS.

8.3.2 Arbitrage

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 19 juillet 2018 se référant au titre IV du code de procédure civile, en cas de litige relatif à l'exécution du présent accord-cadre, les parties font appel à l'arbitrage pour tenter de résoudre le différend.

A l'initiative de l'une ou l'autre des parties, une désignation commune de l'arbitre retenu est faite d'un commun accord.

Un compromis d'arbitrage est signé.

8.3.3 Compétence de juridiction

A défaut de solution amiable, tout litige concernant cette opération sera de la compétence exclusive des Tribunaux dont la juridiction s'étend à la Commune de Marseille.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire de Marseille
6 rue Joseph Autran
13006 Marseille
Téléphone : 04 91 15 50 50
E-mail : tj-marseille@justice.fr

Liste des dérogations au CCAG FCS :

L'article 2.1.3 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG.

L'article 6.1 du contrat déroge à l'article 3.7.2 du CCAG.

L'article 6.3 du contrat déroge à l'article 30 du CCAG.

L'article 8.1.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG.

L'article 8.2.1 du contrat déroge à l'article 45 du CCAG.